Bodilis : finances de la commune

Commune · Finistère (29) · 1 734 habitants · tranche 500 à 1 999 habitants · comptes 2025

Pour l’exercice 2025, Bodilis affichait un encours de dette de 796 k€, soit 459 € par habitant, une épargne brute égale à 21,6 % de ses recettes de fonctionnement et une capacité de désendettement de 2,9 ans.

Dette par habitant
459 €
796 k€ au total

Capacité de désendettement
2,9 ans
dette ÷ épargne brute

Taux d’épargne brute
21,6 %
épargne brute ÷ recettes de fonctionnement

Dépenses de fonctionnement
573 € / hab.
993 k€ au total

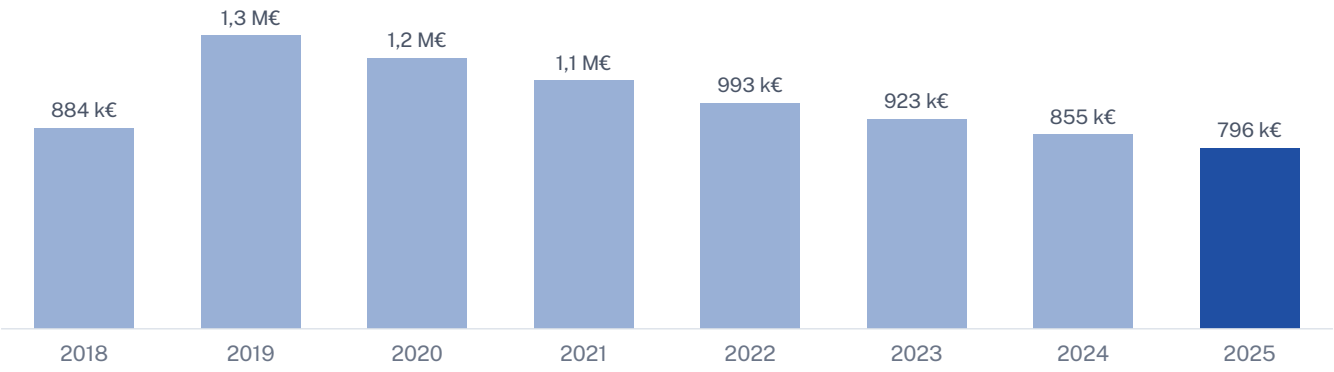
Les comptes de la commune en clair

Comptes consolidés de l’exercice 2025 publiés par l’OFGL. Chaque montant par habitant est comparé aux 11 237 communes de 500 à 1 999 habitants (dernier exercice publié de chacune). Une position haute ou basse n’est ni une bonne ni une mauvaise note : elle indique ce qui mérite d’être compris ou vérifié.

Question	Valeur	Comparaison
Combien la collectivité dépense-t-elle pour fonctionner ?	573 €	parmi le quart des communes de même taille où ce chiffre est le plus bas.
Quelle part de ces dépenses va au personnel ?	38,5 %	221 € par habitant : parmi le quart des communes de même taille où ce chiffre est le plus bas.
Lui reste-t-il de l’argent en fin d’année ?	21,6 %	158 € par habitant : un peu au-dessus de la moitié des communes de même taille. Repère : vigilance sous 10 %, alerte sous 7 % (usage d’analyse financière, non réglementaire) (Au-dessus des repères).
Est-elle endettée ?	459 €	un peu en dessous de la moitié des communes de même taille. Repère : plafond national de référence de 12 ans de capacité de désendettement pour les communes (Sous le plafond).
Investit-elle ?	284 €	un peu au-dessus de la moitié des communes de même taille.
Combien rapportent les impôts locaux ?	390 €	un peu en dessous de la moitié des communes de même taille.

Évolution depuis 2018

Encours de dette au 31 décembre



L'encours de dette est passé de 884 k€ en 2018 à 796 k€ en 2025 (-10 %). Valeur la plus haute : 1,3 M€ en 2019.

Exercice	Encours de dette	Taux d'épargne brute	Capacité de désendettement	Dépenses d'équipement
2018	884 k€	6,7 %	12,2 ans	274 k€
2019	1,3 M€	29 %	4,1 ans	752 k€
2020	1,2 M€	39 %	2,5 ans	827 k€
2021	1,1 M€	30,2 %	2,8 ans	629 k€
2022	993 k€	17 %	4,7 ans	791 k€
2023	923 k€	27,5 %	2,6 ans	527 k€
2024	855 k€	31,6 %	1,8 ans	766 k€
2025	796 k€	21,6 %	2,9 ans	493 k€

Comparée à ses communes jumelles

Indicateur	Bodilis	Médiane des jumelles	Écart
Dette par habitant	459 €	571 €	−19,7 %
Impôts locaux par habitant	390 €	431 €	−9,7 %
Frais de personnel par habitant	221 €	355 €	−37,9 %
Investissement par habitant	284 €	288 €	−1,4 %
Taux d'épargne brute	21,6 %	16,2 %	
Capacité de désendettement	2,9 ans	4,2 ans	

Jumelles : Beignon (56), Moulis-en-Médoc (33), Saint-Senoux (35), Reugny (37), Landéhen (22), Orgueil (82), Landrévarzec (29), Valravillon (89), Saint-Malô-du-Bois (85), Saint-Georges-de-Pointindoux (85). Insee (taille, évolution, âges, revenu) ; comptes OFGL.

Le mandat 2020-2026 en chiffres

Indicateur	2019	2025	Évolution	Médiane dép.
Habitants	1 634	1 734	+6,1 %	+1,1 %
Dette par habitant	790 €	459 €	−41,9 %	−1,7 %
Impôts locaux par habitant	340 €	390 €	+14,7 %	+24,2 %
Frais de personnel par habitant	164 €	221 €	+34,4 %	+23 %
Taux d'épargne brute	29 %	21,6 %	−7,4 points	−3,1 points
Capacité de désendettement	4,1 ans	2,9 ans	−1,2 an	−0,1 an
Investissement cumulé 2020-2025, par habitant		2 397 €		2 278 €

Comptes consolidés OFGL 2019 et 2025 ; médiane : évolution médiane des communes du département. Une évolution ne juge pas la gestion.

Qui vit ici

Indicateur	Bodilis	Comparaison
Habitants (2023)	1 723	+10,2 % depuis 2012 (département : +3,6 %)
65 ans ou plus (2023)	14,3 %	département : 24,8 % · France : 21,3 %
Personnes couvertes par le RSA (2024)	0,3 pour 100 habitants	département : 2,7
Salariés du secteur privé (2025)	336	+26,8 % depuis 2015
Élèves des écoles (rentrée 2025)	118	−7,1 % depuis 2015
Indice de position sociale des écoles (2024-2025)	101,7	France : 105,8

Sources : Insee, populations municipales 1968-2023, recensement 2012-2017-2023, naissances et décès 2008-2025 (API Melodi, Licence Ouverte) ; Cnaf, allocataires par commune au 31 décembre 2020-2024 (data.caf.fr, Licence Ouverte), valeurs arrondies par la Cnaf ; Urssaf, établissements employeurs et effectifs salariés du secteur privé au 31 décembre (open.urssaf.fr, ODbL) ; Éducation nationale, effectifs d'élèves par école et indices de position sociale (data.education.gouv.fr, Licence Ouverte).

Les métiers des habitants

950 habitants de 15 à 64 ans ont un emploi ; la commune compte 550 emplois, soit 60 emplois pour 100 habitants qui travaillent (indicateur de concentration d'emploi de l'Insee).

Groupe	Habitants	Département	France	Emplois sur place
Agriculteurs exploitants	3,1 %	1,8 %	1,3 %	5,4 %
Artisans, commerçants et chefs d'entreprise	8,4 %	6,7 %	6,6 %	6,1 %
Cadres et professions intellectuelles supérieures	6,3 %	15,8 %	20,1 %	4,5 %
Professions intermédiaires	22,2 %	27,6 %	26,4 %	29,1 %
Employés	34,5 %	26,5 %	26,1 %	25,5 %
Ouvriers	25,4 %	21,7 %	19,5 %	29,3 %

Professions les plus exercées par les habitants : Finistère (29)

Profession	Habitants (environ)	Part
Aides-soignants	8 110	2,2 %
Infirmiers en soins généraux salariés	7 600	2 %
Enseignants titulaires du secondaire général et technologique	5 530	1,5 %
Agents de service des établissements de santé	5 280	1,4 %
Secrétaires, employés de la bureautique	5 050	1,3 %
Enseignants titulaires du primaire	4 940	1,3 %
Ouvriers du nettoyage	4 760	1,3 %
Techniciens d'installation et de maintenance (hors informatique)	4 760	1,3 %
Ouvriers peu qualifiés de l'agroalimentaire	4 710	1,2 %
Conducteurs de poids lourds	4 440	1,2 %
Autres employés d'aide à domicile et accueillants familiaux	4 380	1,2 %
Employés de libre-service du commerce	4 250	1,1 %

Employeurs, projets de recrutement 2026 (Finistère (29)) : 35 752 au moins, dont 43,9 % jugés difficiles.

Métier	Projets	Difficiles
Agriculteurs	1 937	43,8 %
Serveurs de cafés restaurants	1 698	41,7 %
Aides-soignants	1 587	50,3 %
Aides de cuisine et employés polyvalents de la restauration	1 522	44,9 %
Employés de libre service	1 362	35,8 %
Ouviers peu qualifiés des industries agro-alimentaires	1 167	38,7 %

Métier	Projets	Difficiles
Agents d'entretien de locaux	1 154	41,2 %
Employés de l'hôtellerie	1 151	46,9 %
Maraîchers et horticulteurs	1 141	53,8 %
Aides à domicile et auxiliaires de vie	1 091	62,1 %

Sources : Insee, recensement de la population 2022, emploi et population active (Licence Ouverte 2.0) ; Insee, recensement de la population 2022, fichier détail des individus par région (Licence Ouverte 2.0) ; France Travail, enquête Besoins en main-d'œuvre 2026 (data.gouv.fr, Licence Ouverte 2.0).

Ce que l'État verse pour les investissements

Indicateur	Bodilis
Subventions d'investissement de l'État accordées (2018-2025)	584 k€ pour 10 projets
Par habitant	337 € (communes de même taille : 210 € ; département : 249 €, médianes)
Part du coût des projets payée par l'État	23,8 %
Aides de l'ADEME (conventions depuis 2021)	aucune aide publiée

Année	Dotation	Projet	Subvention
2025	DSIL	Amenagement et securisation de la rue du Bugn (VC ndeg16) integrant l'enfouissement des reseaux basse tension et telecommunication	100 000 €
2024	DSIL	Projet de rehabilitation thermique et energetique d'un ancien corps de ferme integrant un amenagement paysager et une mise aux normes de l'assainissement	80 000 €
2023	DSIL	modernisation et rénovation du système d'éclairage du terrain de football – mise en place d'éclairage de type LED	20 000 €

Sources : DGCL, projets financés par la DETR, la DSIL, la DPV et la DSID (data.gouv.fr, Licence Ouverte 2.0) ; ADEME, aides financières attribuées (data.ademe.fr, Licence Ouverte 2.0).

Sources

Comptes consolidés (budget principal et budgets annexes) publiés par l'Observatoire des finances et de la gestion publique locales (OFGL), exercice 2025 et exercices précédents depuis 2018, sous Licence Ouverte 2.0. Quartiles et médianes calculés par l'Observatoire de ma commune sur les mêmes comptes. Formules et limites : https://observatoire.proofset.io/methode.html. Analyse automatisée de données publiques, sans valeur juridictionnelle ; aucune donnée nominative.